



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Unité départementale du Loir-et-Cher**

Blois, le **30 NOV. 2020**

**RAPPORT AU PRÉFET DE LOIR-ET-CHER**

**Société EG METAUX  
Centre VHU et installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non-dangereux  
Commune de SALBRIS**

**1. OBJET DE LA DEMANDE**

Par lettre transmise en préfecture du Loir-et-Cher le 4 juin 2019, agissant en qualité de directeur de la Société EG METAUX, a déposé un dossier pour la régularisation de l'extension du centre VHU et des installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non-dangereux, qu'il exploite sur le territoire de la commune de Salbris.

Le site bénéficie actuellement d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 21 novembre 1986 d'exploiter un chantier de récupération de véhicules hors d'usage et de métaux. Cette installation bénéficie également d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2008-210-3 du 28 juillet 2008 valant agrément démolisseur n°PR 41 00018 D maintenant dénommé « centre VHU » renouvelé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2014 pour une durée de 6 ans.

Le dépôt du présent dossier fait suite à un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 17 janvier 2017 pour l'exploitation sur une parcelle non autorisée. Cette demande concerne donc la régularisation de la situation administrative d'une extension géographique des installations de tri, transit et regroupement de déchets non-dangereux de métaux et du centre VHU. À cette extension géographique, s'ajoute une nouvelle activité de transit et de regroupement de batteries usagées (déchets dangereux).

À cet effet, une première demande avait été déposée le 30 juin 2017, jugée non recevable et donc complétée le 22 juin 2018 et le 4 juin 2019 suite à une deuxième demande de compléments.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique (avis joints au présent rapport).

**1.1. Description des activités - Classement au regard de la nomenclature des ICPE**

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité	Régime
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 t.	10 t de batteries	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité	Régime
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	5 t de batteries	A
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	Superficie totale : 485 m <sup>2</sup>	E
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> .	Superficie totale : 1 000 m <sup>2</sup>	E
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>	Volume total de DEEE entreposés : 90 m <sup>3</sup>	NC

## 1.2. Maîtrise d'urbanisation

La société EG METAUX est implantée au sein de la zone UI du PLU de la commune de Salbris. La zone UI regroupe les secteurs à vocation d'activités, elle peut accueillir l'ensemble des activités industrielles, commerciales, artisanales, bureaux et entrepôts.

De plus s'agissant de la régularisation d'activités d'un site existant, aucune question ne se pose sur la maîtrise de l'urbanisation.

## 2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation.

### 2.1. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

#### 2.1.1. En relation avec la procédure d'instruction

1) Dans son avis du 7 février 2020, la mission régionale d'autorité environnementale recommande de définir les conditions d'entreposage de l'ensemble des pièces et fluides de la dépollution des véhicules de nature à éviter ou à limiter strictement la charge polluante des eaux pluviales.

→ L'ensemble des pièces ou fluides issus de la dépollution des véhicules sont stockées sur aire étanche ou dans des bacs ou bennes munis de rétention.

2) Cette dernière soulève également une incohérence dans la mesure d'émergence au point S3 ; en effet, cette mesure ayant été réalisée au bord de la RD 2020, la valeur obtenue s'avère négative.

→ Le positionnement de ce point n'est pas correct ; la mesure d'émergence devra, dès la prochaine campagne de mesures, être réalisée au niveau de l'habitation jouxtant le site. Un plan annexé au projet d'arrêté préfectoral ci-joint fixe l'ensemble des points de mesure à réaliser.

3) La MRAE souligne enfin que le dossier et notamment l'étude de pollution des sols conclut à un impact de la surface du sol et des eaux souterraines lié aux activités exercées sur le site depuis 30 ans.

→ Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint encadre la réalisation d'un suivi de la qualité des eaux souterraines sur les 3 ouvrages présents sur le site afin d'évaluer l'évolution de cet impact.

### **2.1.2. Selon l'analyse des services instructeurs et de l'inspection des installations classées**

Dans son avis du 7 août 2020, le SDIS a signalé une erreur dans le calcul du volume du bassin de confinement à mettre en place. L'inspection des installations classées a refait le calcul et le volume de 200 m<sup>3</sup> proposé par le pétitionnaire reste suffisant ; en effet, le volume à confiner calculé dans le dossier était de 175 m<sup>3</sup>, réévalué à 192 m<sup>3</sup> suite aux remarques du SDIS.

Compte tenu du contexte (pollution suite à un débordement du séparateur à hydrocarbures), et comme indiqué ci-dessus, l'inspection des installations classées a ajouté des prescriptions portant sur le suivi de la qualité des eaux souterraines.

### **3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS**

Au vu des éléments fournis par la société EG METAUX dans son dossier de demande de régularisation et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du centre VHU et des installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non-dangereux exploitées par la société EG METAUX sur le territoire de la commune de SALBRIS.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher d'accorder l'autorisation sollicitée par la société EG METAUX, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentés au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires.

L'inspecteur de l'environnement,

Vu et transmis avec avis conforme  
À Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher  
Pour le Directeur et par délégation,  
Le chef de l'unité départementale,

#### **PJ :**

- 1) Plan de masse
- 2) Résumé non-technique de l'étude d'impact
- 3) Projet d'arrêté préfectoral
- 4) Fiche récapitulative
- 5) Avis de l'autorité environnementale ou décision issue de l'examen cas par cas
- 6) Avis rendus suite aux consultations
- 7) Conclusions du commissaire enquêteur